

DECLARATION DE COCOYOC

Trente années ont passé depuis que la signature de la Charte des Nations Unies a marqué le début de l'effort vers un nouvel ordre international. Aujourd'hui, cet ordre est arrivé à un tournant critique. L'espoir qu'il améliorerait la vie de toute la famille humaine a été largement déçu. Il s'est avéré impossible de respecter les « limites intérieures » que constitue la satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme. Au contraire, les hommes affamés, malades, sans abri et analphabètes sont plus nombreux aujourd'hui qu'au moment de la création des Nations Unies.

En même temps, des inquiétudes nouvelles et imprévues ont commencé à assombrir l'avenir international. La dégradation de l'environnement et les pressions croissantes sur les ressources font se demander si les « limites extérieures » de l'intégrité physique de la planète ne sont pas en danger.

A ces préoccupations doit s'ajouter la prise de conscience que les trente prochaines années verront un doublement de la population mondiale - un autre monde en plus du nôtre, égal en hommes, en besoins, en espoirs.

Le problème, aujourd'hui, n'est pas principalement un problème de déficit mais de maldistribution économique et sociale, et un problème d'abus ; la menace qui pèse sur l'humanité prend racine dans les structures et les comportements économiques et sociaux, tant au plan international qu'au plan national.

Une grande partie du monde n'est pas encore libérée des conséquences historiques de près de cinq siècles de domination coloniale qui ont concentré le pouvoir économique d'une manière écrasante entre les mains d'un petit groupe de nations. Jusqu'à ce jour, les trois quarts au moins du revenu, des investissements, des services du monde, et presque toute la recherche, sont entre les mains d'un quart de ses habitants.

La solution à ces problèmes ne peut être abandonnée à l'automatisme des mécanismes du marché. Le marché classique met les ressources à la disposition de ceux qui peuvent les acheter plutôt que de ceux qui en ont besoin ; il stimule une demande artificielle et intègre le gaspillage au processus de production ; il sous-utilise les ressources. Dans le cadre du système international, les nations puissantes se sont procuré à bon marché les matières des pays pauvres - par exemple, le prix du pétrole a dimi-

nué sensiblement entre 1950 et 1970 - ont absorbé toute la plus-value résultant de la transformation des matières premières, et ont souvent revendu les produits fabriqués à des prix de monopole. En même temps, le bon marché même des matières premières a contribué à encourager les nations industrialisées à se permettre un usage irresponsable et extravagant des matières premières importées. Ici encore, l'énergie fournit le meilleur exemple : le pétrole coûtant à peine plus d'un dollar le baril a stimulé une croissance de 6 à 7 % par an de l'utilisation de l'énergie ; en Europe, l'immatriculation des voitures a augmenté de 20 % par an.

En réalité, la préemption par les riches d'une part disproportionnée des ressources essentielles est en conflit direct avec les intérêts à long terme des pauvres. Elle les empêche en dernière analyse d'avoir accès aux ressources nécessaires à leur développement, dont elle augmente le prix. C'est là une raison de plus pour établir un nouveau système d'évaluation des ressources qui prenne en compte les coûts et les bénéfices pour les pays en voie de développement.

Le résultat d'ensemble de relations économiques aussi inégales se manifeste parfaitement à travers les contrastes de consommation. La consommation moyenne d'un enfant nord-américain ou européen est outrageusement supérieure à celle d'un enfant indien ou africain - un fait qui rend spécieuse l'attribution de la pression sur les ressources mondiales uniquement à la croissance de la population du Tiers-Monde.

Une économie de « poubelle »

Ces relations économiques inégales contribuent directement à la pression sur l'environnement. Le bon marché des matières premières a contribué à accroître la pollution et à encourager le gaspillage et « l'économie de poubelle » parmi les riches, tandis que la pauvreté dans de nombreux pays en voie de développement a souvent forcé les paysans à cultiver des sols marginaux au risque considérable d'aggraver l'érosion, ou à émigrer vers des cités physiquement dégradées et surpeuplées.

Les maux découlant du fait que l'on compte trop sur le système du marché n'affectent pas seulement les relations internationales. L'expérience des trente dernières années montre que la poursuite exclusive de la croissance économique,

guidée par le marché et entreprise par de puissantes élites et à leur profit, a le même effet destructif au sein même des pays en voie de développement. Les 5 % plus riches s'approprient les fruits de la croissance tandis que les 20 % les pauvres en réalité s'appauvrissent davantage.

Rien n'illustre plus clairement à la fois le besoin de réformer l'ordre économique actuel, et la possibilité de le faire, que la crise qui est apparue sur le marché mondial au cours des deux dernières années. Le triplement des prix des produits alimentaires, des engrais et des produits manufacturés, dans le contexte de l'inflation mondiale, a frappé le plus durement les plus pauvres. En réalité, cet hiver, le risque d'une totale pénurie d'approvisionnement menace la vie de millions d'hommes dans le Tiers-Monde. On ne peut cependant parler de déficit absolu. Les céréales existent, mais elles sont consommées ailleurs par des gens bien nourris. Depuis 1965, la consommation de céréales en Amérique du Nord a augmenté de 350 livres par habitant, pour atteindre aujourd'hui 1 900 livres. Ces 350 livres supplémentaires sont presque égales à la consommation annuelle totale d'un Indien. On ne saurait dire que l'Amérique du Nord ait été affamée en 1965. L'augmentation depuis lors a contribué à une sur-consommation qui va jusqu'à menacer la santé. Ainsi, en termes de quantités physiques, il n'y a pas de raison qu'il y ait pénurie cet hiver. Il suffirait d'un modeste transfert du « surplus » des riches pour satisfaire la totalité du déficit de l'Asie. Il serait difficile de trouver un meilleur exemple montrant que la sur-consommation des riches nations contribue directement à la sous-consommation des pauvres du monde.

Le quadruplement des prix du pétrole résultant de l'action concertée des producteurs change d'une manière aiguë l'équilibre du pouvoir dans les marchés mondiaux et redistribue massivement des ressources au profit de quelques pays du Tiers-Monde. Son effet a été de renverser d'une manière décisive l'équilibre des avantages dans le commerce pétrolier et de placer près de cent milliards de dollars par an à la disposition de quelques pays du Tiers-Monde. Qui plus est, dans un

* Adoptée par les participants au Symposium sur les modèles d'utilisation des ressources : stratégies pour l'environnement et le développement, organisé par les Nations Unies, COCOYOC, Morelos, Mexique, 8-12 octobre 1974.

domaine essentiel de l'économie des états industrialisés, un profond renversement les place dans la condition qui a longtemps été celle du Tiers-Monde - le manque de pouvoir sur des décisions économiques vitales.

Ceci montre bien que le système du marché mondial est enraciné non pas dans une réalité physique immuable, mais dans des relations politiques qui peuvent, de par leur nature même, subir des transformations et des renversements profonds. En un sens, un nouvel ordre La tâche des hommes d'Etat doit être de train d'émerger du conflit.

La tâche des hommes d'état doit être de guider les nations, avec toutes leurs différences d'intérêt, de pouvoir et de fortune, vers un nouveau système plus apte à satisfaire les « limites intérieures » des besoins fondamentaux de tous les habitants du monde et de le faire sans violer les « limites extérieures » des ressources et de l'environnement de la planète. C'est parce que nous croyons que cette entreprise est à la fois vitale et possible que nous indiquons un certain nombre de changements, dans la conduite des politiques économiques, dans la direction du développement et de la conservation de la planète, qui nous paraissent constituer des éléments essentiels du nouveau système.

Quel objectif pour le développement ?

Notre premier souci est de redéfinir les objectifs du développement. L'homme a des besoins fondamentaux : la nourriture, un toit, des vêtements, la santé, l'éducation. Un processus de croissance qui ne conduit pas à leur satisfaction - ou pire, qui l'empêche - est un travestissement du concept de développement. Nous en sommes encore à une étape où le souci le plus important du développement est le niveau de satisfaction des besoins élémentaires des couches les plus pauvres de chaque société. L'objectif premier de croissance est d'assurer l'amélioration des conditions de vie de ces groupes. Un processus de croissance qui ne profite qu'à la minorité la plus riche et maintient, ou même accroît, les disparités entre les pays et à l'intérieur des pays, un tel processus n'est pas développement, il est exploitation. Nous croyons, sur la base de trente années d'expérience, que l'espoir qu'une croissance économique rapide au profit d'une minorité pourrait se diffuser vers les masses s'est révélé illusoire. Nous rejetons par conséquent l'idée de « croissance d'abord, justice dans la distribution de ses fruits plus tard ».

Le développement ne doit pas s'arrêter à la satisfaction des besoins élémentaires. Il y a d'autres besoins, d'autres objectifs, d'autres valeurs. Le développement comprend la liberté d'expression et le droit de donner et de recevoir des idées. Il y a un profond besoin social de participer à la formation de la base de sa propre existence et de contribuer d'une certaine manière à déterminer l'avenir du monde. Par-dessus tout, le développement comprend le droit au travail, par lequel nous entendons non seulement un emploi, mais l'épanouissement dans le travail, le droit de n'être pas aliéné par des processus de production qui utilisent les êtres humains comme des outils.

Les diversités historiques

Il n'y a pas de consensus aujourd'hui sur les stratégies à mettre en œuvre pour arriver à la satisfaction des besoins élémentaires. Mais il y a de bons exemples même parmi les pays pauvres. Ils prouvent que le point de départ du processus de développement varie considérablement d'un pays à l'autre, notamment pour des raisons historiques et culturelles. Par conséquent, nous soulignons le besoin de différentes voies de développement. Nous rejetons la vue unilinéaire qui conçoit le développement essentiellement et inévitablement comme un effort d'imitation des modèles historiques des pays qui, pour diverses raisons, se trouvent être riches aujourd'hui. C'est pourquoi nous rejetons le concept d'« écarts » dans le développement. L'objectif n'est pas de « rattraper », mais d'assurer la qualité de la vie de tous à partir d'une base productive compatible avec les besoins des générations futures. Nous avons parlé de la satisfaction minimum des besoins élémentaires. Mais il y a aussi des maxima ; il y a des plafonds comme il y a des planchers. L'homme doit manger pour vivre. Mais il peut aussi sur-consommer. A quoi sert-il de produire et de consommer de plus en plus si le résultat est un besoin toujours croissant de tranquillisants et d'hôpitaux psychiatriques ? Et, de même que l'homme a une capacité limitée

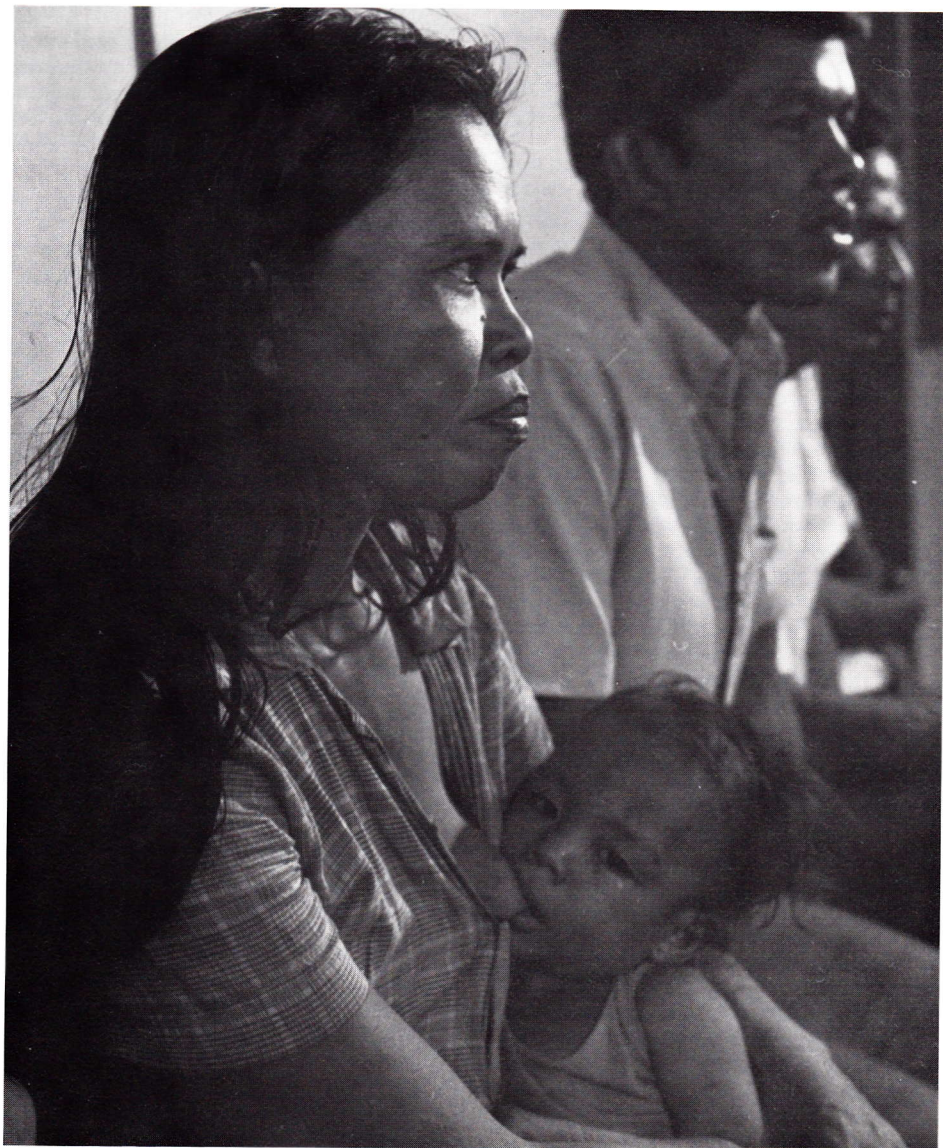
d'absorber des biens matériels, nous reconnaissons que la biosphère a des capacités limitées. Certains pays l'utilisent bien au-delà de la proportion de la population mondiale qu'ils représentent. Ils créent ainsi des problèmes pour l'environnement des autres comme pour le leur.

Par conséquent, le monde n'est pas confronté aujourd'hui à la seule anomalie du sous-développement. Nous pouvons aussi parler de types de développement basés sur la sur-consommation qui violent les limites intérieures de l'homme et les limites extérieures de la nature. Dans cette perspective, nous avons tout besoin de redéfinir de nouvelles stratégies de développement, de nouveaux styles de vie - y compris de plus modestes modèles de consommation pour les riches.

Compter sur ses propres forces

Nous croyons qu'une stratégie fondamentale du développement doit être de compter davantage sur ses propres forces (« self-reliance »). Cela ne signifie pas l'autarcie. Cela implique les avantages mutuels du commerce et de la coopération et une meilleure redistribution des ressources satisfaisant les besoins élémentaires. Cela signifie la capacité de fixer

Des millions d'hommes menacés par la pénurie cet hiver.



ses objectifs et de prendre ses décisions d'une manière autonome. Cela exclut la dépendance d'influences et de pouvoirs extérieurs qui puissent se transformer en pressions politiques. Cela exclut des relations commerciales fondées sur l'exploitation et privant les pays des ressources naturelles nécessaires à leur propre développement.

Il y a évidemment place pour le transfert de technologies, mais l'accent doit être mis sur l'adaptation et la création locale de technologies. Cela signifie décentralisation de l'économie mondiale, et parfois également de l'économie nationale, de manière à renforcer la coopération internationale tendant à la « self-reliance » collective.

Une éducation favorisant une pleine prise de conscience sociale et la participation jouera un rôle fondamental dans ce processus ; il faudra examiner jusqu'à quel point cela est compatible avec les modèles actuels de scolarisation.

Pour parvenir à compter sur ses propres forces, des changements économiques, sociaux et politiques fondamentaux dans la structure de la société seront souvent nécessaires. Le développement d'un système international compatible avec les efforts vers la « self-reliance » et capable de les appuyer est également nécessaire.

Compter sur ses propres forces au plan national peut aussi impliquer un retrait temporaire du système économique actuel ; il est impossible de compter pleinement sur ses propres forces en participant à un système qui perpétue la dépendance économique. Une grande partie du monde consiste aujourd'hui en un centre qui exploite une vaste périphérie, et également notre héritage commun, notre biosphère. Ce dont nous avons besoin c'est un monde harmonisé dont chaque partie soit un centre, ne vivant aux dépens de personne, en association avec la nature et solidaire des générations futures.

Il y a une structure internationale du pouvoir qui résistera à des changements dans cette direction. Ses méthodes sont bien connues : le maintien à dessein des facteurs structurels de distortion dans les mécanismes du marché international, d'autres formes de manipulation économique, le retrait ou le refus de crédits, les embargos, les sanctions économiques, l'utilisation subversive de services de renseignements, la répression des opérations contre-insurrectionnelles, et même l'intervention pure et simple. A ceux qui envisagent l'utilisation de telles méthodes, nous disons : « Bas les mains ! Laissez chaque pays trouver son propre chemin vers une vie plus complète pour ses citoyens. »

A ceux qui sont, parfois sans le vouloir, les instruments de tels desseins, universitaires, hommes d'affaires, policiers, soldats, nous disons : « Refusez d'être utilisés pour des actions tendant à priver un autre pays du droit de se développer. » Aux savants et aux intellectuels qui contribuent à concevoir les instruments de l'oppression, nous disons : « Le monde a besoin de votre talent pour des objectifs constructifs, pour créer de nouvelles technologies qui profitent aux hommes et ne nuisent pas à l'environnement. »

Comment agir ?

Nous sommes conscients de ce que le système mondial et les politiques nationales ne peuvent être changés d'un jour à l'autre. Les changements majeurs qui sont requis pour faire face aux défis critiques confrontant l'humanité à ce tournant de l'histoire ont besoin d'un certain temps pour mûrir, mais ils doivent être entrepris immédiatement, et acquérir un élan croissant. La session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le nouvel ordre économique a mis en marche le processus dans la bonne direction. Il ne s'agit cependant que d'un pas très préliminaire qui devrait déboucher sur un grand nombre d'activités internationales.

Dans le cadre de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, les gouvernements et les organisations internationales devraient encourager la gestion des ressources et de l'environnement au plan mondial. Nous appuyons l'établissement de régimes internationaux efficaces pour l'exploitation du patrimoine commun, qui n'est couvert par aucune juridiction nationale. Nous soulignons en particulier l'importance des fonds marins, de leurs sous-sols et peut-être même de la colonne d'eau correspondante. Une législation des océans doit être établie, sans faveur ni discrimination aucune, et dont la juridiction s'étendrait sur la plus grande partie possible des océans. Un tel régime développerait progressivement le type de technologie, conservatrice des ressources et écologiquement saine, qui est requise pour l'exploitation, la mise en valeur, la transformation et la distribution des ressources de l'océan au profit de ceux qui en ont le plus besoin.

L'usage du patrimoine international commun devrait être imposé au profit des couches les plus pauvres des pays pauvres. Cela constituerait un premier pas vers l'établissement d'un système international de taxation tendant à assurer un transfert automatique de ressources pour l'aide au développement. Combinée avec la mise à disposition de ressources financières résultant du désarmement, la taxation internationale devrait finir par remplacer les programmes traditionnels d'assistance. En attendant l'établissement de ces mécanismes nouveaux, nous recommandons fermement que les flux de ressources internationales vers le Tiers-Monde soient considérablement accrus et rigoureusement consacrés à la satisfaction des besoins fondamentaux des couches les plus pauvres de la société.

La science et la technologie doivent répondre aux objectifs que nous poursuivons ; les structures actuelles de la recherche et de son développement ne le font pas efficacement. Nous demandons aux universités, aux autres institutions académiques, aux organismes de recherche, aux associations scientifiques du monde entier de reconsidérer leurs priorités. Autant que possible, cette recherche doit avoir lieu dans les pays pauvres, de manière à arrêter l'exode des cerveaux.

Un système des Nations Unies régénéré devrait être utilisé pour renforcer la capacité nationale de recherche et

d'évaluation de la technologie dans les pays en voie de développement, pour promouvoir leur coopération dans ces domaines et pour appuyer une utilisation meilleure et plus imaginative de ressources potentiellement abondantes, pour la satisfaction des besoins fondamentaux de l'humanité.

Développement et imagination

En même temps, de nouvelles approches des styles de développement doivent être introduites au niveau national. Elles demandent une recherche imaginative sur des modèles de consommation différents, les technologies, les stratégies d'utilisation du sol, aussi bien que sur le cadre institutionnel et les exigences en matière d'éducation qu'elles requerront.

La sur-consommation de ressources, créatrice de gaspillage, doit être diminuée, cependant que la production des biens essentiels aux couches les plus pauvres de la population doit être augmentée. Des technologies propres et minimisant le gaspillage doivent remplacer celles qui détruisent l'environnement. Il faudra éviter la congestion des zones métropolitaines et la marginalisation des campagnes.

Dans de nombreux pays, les nouveaux styles de développement impliqueront une utilisation beaucoup plus rationnelle de la force de travail disponible ; celle-ci peut être mobilisée pour la mise en œuvre de programmes de conservation des ressources naturelles, d'amélioration de l'environnement, de création de l'infrastructure et des services nécessaires à l'accroissement de la production alimentaire, comme pour le renforcement de la capacité industrielle domestique de produire les biens satisfaisant les besoins élémentaires.

Des expériences concrètes sur le terrain sont également nécessaires. Les conditions doivent être créées pour que les intéressés apprennent par eux-mêmes, à travers la pratique, comment faire le meilleur usage possible des ressources spécifiques de l'éco-système dans lequel ils vivent, comment concevoir des technologies appropriées, comment s'organiser eux-mêmes à cette fin.

Nous demandons à ceux qui influencent l'opinion publique de contribuer à une prise de conscience plus grande des origines et de la gravité de la situation critique à laquelle l'humanité est confrontée. Chacun a le droit de comprendre pleinement la nature du système dont il est partie, comme producteur, comme consommateur, comme l'un parmi les milliards d'hommes qui peuplent la terre. Chacun a le droit de savoir qui bénéficie des fruits de son travail, qui bénéficie de ce qu'il vend et achète, et jusqu'à quel point il améliore ou dégrade notre héritage planétaire.

Nous reconnaissons les menaces qui pèsent aussi bien sur les « limites intérieures » des besoins élémentaires des hommes que sur les « limites extérieures » des ressources physiques de la planète. Nous croyons également qu'un sens nouveau de respect pour les droits fondamentaux de l'homme et pour la préservation de notre planète est en train de se renforcer au-delà des divisions et des confrontations d'aujourd'hui.